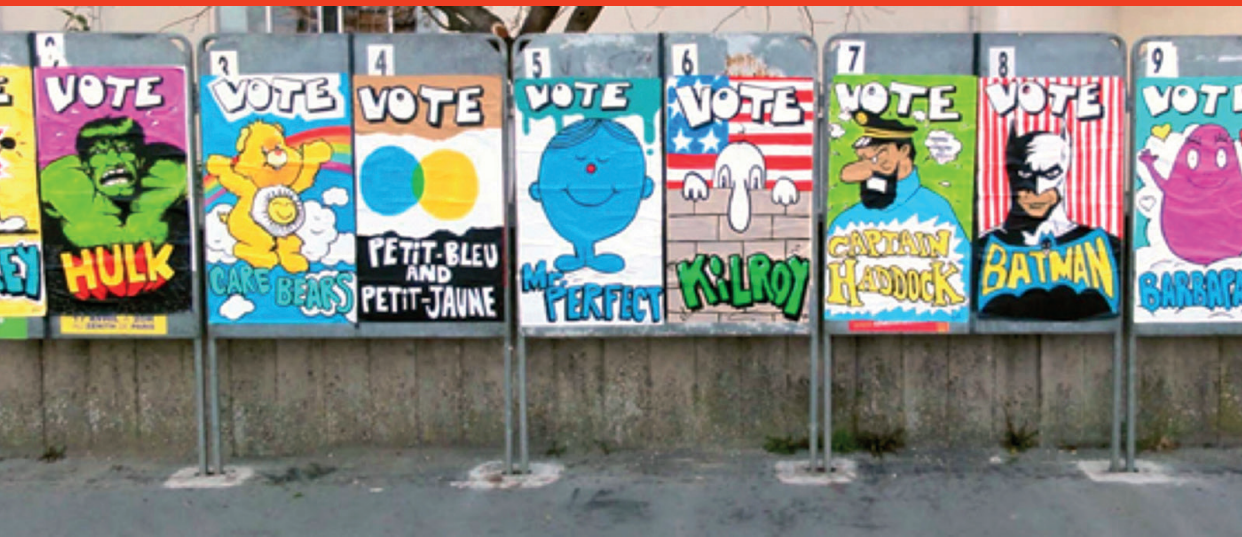




L'Ordinaire du Politique

Enquêtes sur les rapports profanes au politique

François Buton,
Patrick Lehingue,
Nicolas Mariot,
Sabine Rozier (dir.)

Paradoxa

Septentrion
PRESSES UNIVERSITAIRES

François Buton,
Patrick Lehingue,
Nicolas Mariot,
Sabine Rozier
(dir.)

L'Ordinaire du Politique

Enquêtes sur les rapports profanes au politique

Publié avec le soutien
du Centre Universitaire de Recherches sur l'Action publique et le Politique,
Épistémologie et Sciences Sociales
(CURAPP-ESS, UMR 7319), Université de Picardie Jules Verne,
et de l'Institut de Recherche Interdisciplinaire en Sciences Sociales
(IRISSO, UMR CNRS 7170), Université Paris-Dauphine-PSL

Presses Universitaires du Septentrion

www.septentrion.com

2016

Table des matières

Introduction générale.....	II
<i>François Buton, Patrick Lehingue, Nicolas Mariot, Sabine Rozier</i>	

Première partie. **Les cadres élémentaires des rapports ordinaires au politique**

Première séquence.	
Les milieux sociaux du vote : des beaux quartiers aux cités	23
Présentation.....	25
<i>Patrick Lehingue</i>	
1. Logiques de l'oblique. Les rapports ordinaires au politique des « bourgeois » des beaux quartiers parisiens	29
<i>Éric Agrikoliansky</i>	
2. Conflictualité sociale et devenir de la politisation dans l'ancienne banlieue rouge.....	47
<i>David Gouard</i>	

Deuxième séquence.	
L'inscription du vote dans les territoires périurbains et ruraux.....	65
Présentation.....	67
<i>Patrick Lehingue</i>	
3. Abstentionnisme électoral et recompositions des échelles d'appartenance locale. Le cas des élections municipales dans un village de la Somme.....	71
<i>Sébastien Vignon</i>	

4. Faire campagne dans le périurbain. Diversité des techniques de mobilisation lors des municipales de 2008 dans deux aires urbaines de l'ouest français.... 91
Fabrice Ripoll, Jean Rivière

Troisième séquence.

Les sociabilités professionnelles III

- Présentation..... 113
Nicolas Mariot

5. La citoyenneté des classes modestes :
culture politique et engagement de pompiers volontaires en Suisse..... 117
Yassin Boughaba
6. La sociabilité politique entre travail et hors travail.
Enquête sur la socialisation politique d'agriculteurs, d'ingénieurs
et de directeurs de ressources humaines exerçant en Suisse 139
Ivan Sainsaulieu, Muriel Surdez, Éric Zufferey

Quatrième séquence.

Expérimentations sur les sociabilités au quotidien 157

- Présentation..... 159
François Buton

7. De l'entretien singulier au suivi d'enquêtés : la (les) revisite(s) comme
moyen de suivre le fil quotidien des rapports ordinaires au politique..... 163
Christèle Marchand-Lagier
8. Des rapports au politique en contexte.
L'apport de l'échantillonnage en boule de neige 181
Julien Audemard

Cinquième séquence.

Le rapport aux élus comme forme de politisation 201

- Présentation..... 203
Sabine Rozier

9. Solliciter un arrangement auprès du politique.
Ce que des demandes individuelles de passe-droit
face à la carte scolaire révèlent des rapports au politique..... 207
Lorenzo Barrault-Stella
10. Malheurs privés, espoirs publics :
les courriers des habitants d'une circonscription populaire à leur député... 225
Sabine Rozier, Camille Magen

Sixième séquence.

Rapports aux médias et politisation 249

Présentation..... 251

François Buton

11. Rapport au politique et mobilisation des expériences : exploration
de discussions politiques saisies à partir d'entretiens de couple 255

Charlotte Dolez, Guillaume Garcia

12. Se politiser avec et contre les médias.

Bilan modeste mais perspectives stimulantes 273

Éric Darras, Sandra Vera Zambrano

Septième séquence.

Que faire de ce que les citoyens disent de la politique ? 291

Présentation..... 293

Sabine Rozier

13. Ce que faire parler de politique veut dire.

Remarques sur la relation d'entretien et le parler politique

à partir d'une enquête sur le rapport ordinaire à l'Europe 297

Philippe Aldrin, Marine de Lassalle

14. Le paradigme conversationnel

dans l'analyse des rapports ordinaires au politique 321

Céline Braconnier

Seconde partie.

L'encastrement biographique du rapport au politique :

une expérience collective de recherche 335

15. Que faire des entretiens panélisés ?

Restitution critique d'une expérience de recherche..... 337

François Buton, Patrick Lehingue, Nicolas Mariot, Sabine Rozier

Présentation des auteurs 409

Introduction générale

François Buton, Patrick Lehingue, Nicolas Mariot, Sabine Rozier

Ce qui se passe vraiment, ce que nous vivons, tout le reste, où est-il ? Ce qui se passe chaque jour et qui revient chaque jour, le banal, le quotidien, l'évident, le commun, l'ordinaire, l'infra-ordinaire, le bruit de fond, l'habituel, comment en rendre compte, comment l'interroger, comment le décrire ?

Georges Perec, « Approches de quoi ? », *Cause Commune*, n° 5, février 1973, p. 3-4. (repris dans *L'infra-ordinaire*, Seuil, 1994, p. 11)

Pourquoi présenter encore une fois, et après bien d'autres¹, un ensemble d'enquêtes sur les « rapports ordinaires au politique » ? On aura l'occasion de revenir sur les circonstances qui expliquent la réunion en un seul et même ouvrage d'enquêtes par ailleurs très diverses, comme sur l'intérêt à remettre sur le métier l'éternel problème de la place du politique dans les vies quotidiennes des citoyens d'Europe occidentale, puisque les enquêtes dont il est question ici se bornent à cet espace. Mais auparavant, on doit sans doute emprunter un « passage obligé », celui consistant à tenter de définir ce que l'on entend par *politique* (« la » ou « le » politique ?) et, peut-être plus encore, par *ordinaire* (l'adjectif désigne-t-il ici des individus ou plutôt des situations ?). L'impératif durkheimien de la « *définition préalable* » paraîtra sans doute bien scolaire, mais, comme le suggérerait Mauss, son respect est, *a minima*, susceptible « d'épargner ces déplorables flottements et ces interminables débats entre auteurs qui, sur le même sujet, ne parlent pas des mêmes choses ». (Mauss, dans Bourdieu *et al.*, 2006 : 131-133). En la matière, il est décisif, tant les questions de

1.- Voir CURAPP, 1998 ; Arnaud & Guionnet, 2005 ; Hamidi, 2010 ; Le Gall, Offerlé & Ploux, 2012 ; Darras, 2013 ; Carrel & Neveu, 2014, Braconnier & Mayer, 2015. Pour ne pas alourdir cette introduction, nous limitons les références aux travaux hexagonaux. Pour un état des lieux de la littérature anglo-saxonne sur ces questions, voir Braconnier 2010.

définition informent et balisent aussi bien les choix d'objets que les manières de les traiter. Adopter une définition plus ou moins étendue (*i.e.* plus ou moins « légitimiste ») de la *politique* a des conséquences déterminantes sur la simple possibilité de « trouver » des rapports ordinaires à observer. De la même façon, dire d'une situation qu'elle est « *ordinaire* » plutôt parce qu'on y rencontre des « gens ordinaires » (*i.e.* non spécialistes du champ politique), ou plutôt parce qu'elle concerne la « vie quotidienne » des enquêtés – quels qu'ils soient, en quelque sorte – influe là encore grandement sur la potentialité de déceler ou « d'atteindre » des rapports au politique.

La question de la définition « du » politique a déjà fait l'objet de nombreux et riches débats en science politique, qu'on se gardera bien de citer de manière exhaustive, et encore plus de discuter (Leca, 1973 ; Favre, 2007). On se bornera à présenter celles que les contributeurs de cet ouvrage emploient, le plus souvent de manière tout à fait explicite. Si deux définitions coexistent dans l'ouvrage, l'une restrictive et l'autre extensive, c'est bel et bien la première qui est la plus fréquemment utilisée, et que les codirecteurs de l'ouvrage ont en tête. Selon celle-ci, doit être labellisé comme politique cela seul qui ressort des activités des spécialistes de l'activité politique, une activité sociale dont on sait que, dans les sociétés occidentales où se situent les enquêtes présentées, elle est non seulement différenciée et spécialisée, mais en grande partie autonomisée et comme telle ségrégative et excluante (tant sur le plan des participants que des enjeux abordés). Sans doute, et c'est heureux, l'autonomie du champ politique demeure toujours relative (mais de moins en moins ?) en raison de l'obligation constitutionnelle pour les titulaires de mandats de se confronter à échéances régulières au verdict des urnes ; mais, outre la montée régulière et impressionnante des « purs professionnels de la politique », n'ayant jamais connu d'autre expérience sociale et professionnelle que le fait de vivre pour et de la politique, le champ politique n'en demeure pas moins hautement spécialisé, soumis à des logiques endogènes de fermeture sur lui-même, et assez étroit en ce qu'il ne concerne qu'une infime partie de la société, comme est infime la proportion de ceux – journalistes, experts, sympathisants ou... politistes – qui, depuis leur propre champ d'activité, manifestent à son égard un intérêt particulièrement soutenu. Dès lors, les rapports au politique désignent la relation socialement différenciée et inégale à la politique légitime, au champ politique et à ses acteurs comme à ses trophées et ses enjeux spécifiques, et la compétence politique peut se mesurer à la connaissance et à la reconnaissance des produits politiques spécifiques (individus, marques partisans, fonctions, etc.). Est politisé, en ce sens, celle ou celui qui est capable de « répondre politiquement à des questions formulées dans les logiques de la compétition politique » (Lacroix, 1985 ; Lagroye, 2003).

Ceux qui, parmi les contributeurs de l'ouvrage, s'inscrivent dans cette perspective, observent parfois que cette définition sociologique de la politique correspond largement à celle que les acteurs donnent communément. En effet, pour « l'homme de la rue », il n'existe sans doute rien comme « le » politique, cependant que « la » politique est en général rapportée à la présence très

concrète d'hommes « politiques », ou de marques politiques (y compris idéologiques). La politique, c'est quand il y a des politiciens, pourrait-on dire brutalement. Le problème est qu'ainsi entendue, elle ne saurait être facilement observable au quotidien, dans la mesure où elle apparaît peu spontanément – dans la vie de tous les jours, on n'y pense pas, et si d'aventure l'on y pense, on évite bien souvent d'en parler, sinon sur le mode ironique (Mariot, 2010). Mais, disant cela, on perçoit sans doute qu'on a déjà empiété sur la question de la définition de l'ordinaire et de ses frontières. Faisons donc encore un pas en arrière pour décrire une autre manière, moins « légitimiste », de poser le problème du politique.

Cette deuxième définition, plus large, est endossée dans l'ouvrage par certains auteurs et reconnue par les codirecteurs comme susceptible d'être mise en pratique dans certains contextes. Elle pose comme politique ce qui est le produit d'une politisation, au sens d'un processus ou d'une opération qui ne consistent donc ni dans la saisie et l'appropriation par le champ politique d'un problème ou d'une question, ni dans l'attribution, à un enjeu ou un phénomène, d'une signification recevable par les acteurs du champ politique, comme le veut la définition restrictive, mais bien dans la capacité des acteurs sociaux à problématiser des questions, y compris les plus concrètes. Politiser, dans cette perspective, c'est produire une critique ou une justification publiquement audible et recevable. C'est recourir à des procédés argumentatifs ou à des performances visant à obtenir l'assentiment des tiers. Cette façon d'approcher la question du « politique », développée dans des travaux inspirés du pragmatisme qui privilégient l'étude des activités critiques et justificatrices des acteurs (Boltanski, 1990), a deux mérites. Le premier est de rompre avec une définition excessivement cognitive de la compétence politique – qui aboutit souvent à n'enregistrer que des manques ou des incapacités – en mettant en lumière la diversité des sens de la justice ou des sens moraux des acteurs, et en montrant l'importance des *procédés* par lesquels les acteurs parviennent à faire « tenir » une dénonciation ou une revendication : parler « politique », en ce sens, ce n'est pas être seulement capable de mobiliser des catégories d'entendement adéquates, mais c'est être aussi en mesure de les agencer selon des règles (tacites) permettant de leur donner une « bonne forme » : désingulariser la situation évoquée, créer des équivalences avec d'autres situations similaires, l'inscrire dans les frontières d'un collectif reconnu, et la connecter à un principe plus général. Le second mérite de cette perspective est de s'intéresser aux disputes dans lesquelles des individus tentent de se rendre mutuellement acceptables leurs prétentions. Elle souligne ainsi à raison la nécessité de prêter attention à ce qui se passe *en situation*, et pas seulement aux contraintes structurales qui pèsent sur les acteurs ou à leurs prédispositions.

Mais s'inspirer du pragmatisme pour penser les rapports des individus au politique n'est pas sans poser des difficultés, dont les principales concernent l'extension et le degré d'opérationnalisation de la définition du « politique » retenue (jusqu'à quel point l'analyste ne projette-t-il pas sur son objet une définition normative de ce que serait un citoyen éclairé ?). Si le politique englobe

tout ce qui est politisable au sens de problématisé ou en cours de problématisation, c'est l'ensemble des activités sociales qui peuvent intégrer le registre politique. Si tout exercice d'une critique en public (quelle qu'en soit la cible : supérieur hiérarchique, membre de la famille, agent au guichet, etc.) ou toute dispute dans un espace soumis à une certaine contrainte de publicité (quel qu'en soit l'objet) est politique, alors c'est l'objet même des « rapports au politique » qui, faute de spécificité et de spécification, perd de son intérêt : suivant cette perspective, la cause est entendue, le politique constitue un phénomène partagé et virtuellement accessible à tous, et le travail du politiste se bornera à en pister les occurrences, ou à en relever les formes ou la grammaire.

Reste que, sur le terrain, le politiste ne peut que remarquer des manières de faire ou de dire qui, sans jamais en référer à la politique dans sa définition la plus légitime (la conquête ou l'exercice du pouvoir par le suffrage), n'en sont pas moins des manières de remettre en cause l'ordre politique et social comme il va. À condition de toujours préciser qu'il s'agit d'une autre forme d'exercice de la condition de citoyen et d'une autre conception de la citoyenneté que celles qui sont au fondement de la démocratie représentative, il est légitime d'examiner avec attention les rapports obliques aux situations de domination, d'ouvrir l'œil sur les manières de faire de la politique « sans en avoir l'air » (Fromentin et Wojcik, 2008 ; Rozier, 2008 ; Le Gall, Offerlé, Ploux, 2012), voire sans en avoir conscience (quoique cela pose alors des problèmes considérables pour l'enquête empirique), ou d'analyser plus finement les différentes formes d'acceptation et de réserves – plus variées qu'on ne l'imagine souvent – qu'emprunte la grande majorité des acteurs quand ils se montrent formellement « loyaux » et ne recourent ni à la protestation ni à la fuite (Lehingue, 2001 ; Buton *et al.*, 2008). Mais il nous semble que l'attention aux « arts de la résistance » doit demeurer seconde dans l'analyse, ce qui ne veut pas dire nécessairement secondaire, par rapport à la mesure des écarts à la politique légitime : la conviction des codirecteurs de l'ouvrage est ainsi que, dans l'alternative – impossible à rompre, mais pouvant jouer comme utile « garde-fou » – entre posture misérabiliste et point de vue populiste, il demeure préférable de se situer du côté du premier terme, en prenant acte du caractère préétabli de formes de domination sociale et politique, et en prêtant une attention empathique aux « manques » des dominés, plutôt que de celui du second terme, malgré les capacités critiques dont ces derniers peuvent aussi faire preuve.

Dire cela, c'est certainement prendre le risque de placer au cœur de l'analyse un mode de désignation fondé sur l'élection dont la logique est indéniablement censitaire, dans la mesure où cette technique, historiquement prisée par les élites sociales (Christin, 2014), contribue encore aujourd'hui à la perpétuation de leur domination, bien qu'elle ait permis d'arracher l'expression des opinions aux pressions locales et ait été entre-temps appropriée par le plus grand nombre (Garrigou, 2002 ; Offerlé, 2002). Car la majorité qui s'exprime dans les urnes tend à n'être plus qu'une minorité, au point qu'une part croissante des citoyens n'a plus vraiment le sentiment d'être représentée. Il n'en demeure pas moins

que nos démocraties tirent encore aujourd'hui leur légitimité des procédures électives. Et en attendant que le modèle hérité du XVIII^e siècle sur lequel elles reposent, évidemment perfectible, soit rénové ou refondu, il nous faut bien prendre acte du fait qu'il régit encore l'essentiel du fonctionnement des sociétés démocratiques. Tourner le regard vers d'autres formes d'expression (en sourdine, dissimulées, etc.), vers d'autres formes de participation à la vie publique, ou vers d'autres lieux que les urnes, permet indéniablement d'entrevoir d'autres possibles démocratiques. Mais ce regard « à côté » ou « au-delà » ne doit pas conduire à négliger que c'est principalement dans les urnes que se détermine, encore aujourd'hui, l'expression de la volonté collective. Ce n'est qu'en ayant cette dimension à l'esprit que l'on peut prendre la mesure des effets, ségrégatifs et excluants, de nos systèmes démocratiques – et par là même mieux les mettre au jour et mieux les dénoncer. Pour le dire autrement encore, il s'agit, en matière de politique plus encore qu'en d'autres domaines sans doute, de s'efforcer de ne pas « oublier la domination » (et donc les formes les plus légitimes par lesquelles elle s'exerce), non par principe, mais bien parce que celle-ci représente un facteur de différenciation central entre ceux des individus pour lesquels avoir une opinion et la donner représente un exercice naturel, voire un devoir, et ceux à qui, à l'inverse, on ne demande que rarement sinon jamais de dire comment le monde doit aller.

La délimitation du domaine de « l'ordinaire » pose au moins autant de difficultés que la définition du « politique ». On assumera là encore nos préférences dans le choix des terrains d'enquête en posant purement et simplement que l'ordinaire des rapports au politique désigne ici à la fois ce qui relève de l'institué et ce qui est de l'ordre du quotidien.

Parler de *rapport ordinaire*, c'est, selon nous, s'intéresser à ce qui va de soi pour l'acteur social, ce qui, déjà là, est tenu pour acquis. Le rapport ordinaire au politique est alors un rapport hérité (où l'importance de la socialisation familiale est primordiale), incorporé (de la répulsion à la révérence) et objectivé (au travers du vote), le plus souvent non réflexif (on vote sans avoir à se justifier). Bien évidemment, selon cette acception et sans surprise eu égard à ce qui a été dit plus haut, les rapports ordinaires au politique sont socialement différenciés et inégaux. Et de tous ces rapports, nous intéressent ceux, ultra-majoritaires, des profanes en politique, c'est-à-dire de ceux qui non seulement ne vivent pas de la politique, mais en sont relativement éloignés et maîtrisent mal le langage et les codes d'un monde qui leur apparaît le plus souvent fermé sur ses propres enjeux et ésotérique. C'est à eux que nous nous intéresserons, bien plus qu'aux individus qui, tôt socialisés à la politique, surinformés et très intéressés, tiennent pour une évidence la grande attention qu'ils lui accordent. S'intéresser aux rapports ordinaires au politique permet en creux de rappeler aux politistes combien eux-mêmes sont éloignés de la vision la plus profane de la politique, et constitue une utile piqure de rappel contre la pente intellectuallo-centrée consistant à doter tous les acteurs sociaux de goûts et d'intérêts universels : du reste, la plupart des enquêtes empiriques s'accordent sans mal sur le fait que le

rapport modal à la politique est tout simplement l'indifférence, qui elle-même renvoie au fait de ne pas bien percevoir de différences (Gaxie, 1978) entre partis, prises de position ou programmes, tant est grande (double effet des inégalités de politisation, mais aussi de la fermeture du champ politique sur lui-même) la différence entre « eux » et « nous ».

Sans doute la séparation entre les rapports (socialement construits comme) profanes et les rapports (socialement construits comme) informés n'est-elle pas toujours facile à établir. Les fonctionnaires de direction dans les collectivités territoriales entretiennent un rapport d'évidence à la politique locale, tout comme, mais selon d'autres modalités, les lecteurs assidus des pages politiques de la presse régionale : la proximité et l'éloignement à « la » politique (à quelle échelle, au fait ?) est inévitablement une question de degré. Mais il faut reconnaître que, tout en rejetant fermement l'assimilation de l'ordinaire au « populaire », ce sont plus souvent les membres des classes populaires, *i.e.* les acteurs les moins diplômés et occupant les régions les moins élevées de l'espace social (quand ils n'en sont pas exclus), dont les politistes examinent les rapports ordinaires – supposément les plus profanes, les moins informés – au politique (Braconnier & Mayer, 2015). Certes, des professeurs de littérature ou des médecins urgentistes n'ont pas nécessairement, du fait de la compétence subjective liée à leur niveau de diplôme, un rapport ordinaire à la politique plus informé que celui des employés d'une Caisse d'assurance maladie ou des ouvriers d'une administration publique (et on rencontrera au fil de l'ouvrage des univers sociaux et professionnels très contrastés). Il n'en reste pas moins que nous nous tournons le plus souvent vers les acteurs *a priori* les plus éloignés de la politique, ceux qui, encore une fois, constituent la grande majorité des électeurs et des citoyens, pour réfléchir aux rapports ordinaires à la politique, qu'il s'agisse d'en constater l'éloignement ou, au contraire, de montrer les capacités des plus démunis à « faire avec » ce qu'ils ont.

Pourtant, malgré l'accent mis sur les profanes, *l'ordinaire*, dans notre ouvrage, désigne moins un type de personnes qu'un genre de situations. L'ordinaire ici, c'est d'abord et avant tout ce qui relève du quotidien, par opposition à ce qui apparaît exceptionnel, hors norme, non habituel. Le quotidien fait certes partie intégrante de l'institué, mais il ne le recouvre pas complètement : bien des « événements politiques » extra-ordinaires, comme les campagnes présidentielles et le flux d'effervescence sociale routinisée qu'elles charrient, vont également de soi, ou plus exactement finissent par aller de soi. Mieux, le quotidien est par principe le cadre élémentaire de production et d'entretien de l'institué. Cette deuxième acception de la notion d'ordinaire présente l'avantage de permettre de distinguer les événements et les routines, et d'opposer aux moments du quotidien les conjonctures d'intense mobilisation politique susceptibles de modifier les rapports institués au politique, tout particulièrement les rapports profanes. D'un côté, l'ordinaire est la vie de tous les jours, et les rapports ordinaires au politique désignent ce qui, au quotidien, dans la famille ou sur le lieu de travail, par la lecture des journaux ou la discussion au café, fait ou (plus souvent) ne

fait pas sens politiquement pour les acteurs sociaux. De l'autre, toute une série d'événements officiellement estampillés comme « politiques », tels que les campagnes électorales, manifestations, émeutes urbaines, débats télévisés, scandales et affaires, etc., sont susceptibles d'offrir des prises aux acteurs et de les inciter à prendre position politiquement, et parfois même de les sommer de le faire. On pourrait d'ailleurs ici prolonger l'interrogation précédente sur les délimitations du politique en examinant si des contextes d'intense mobilisation politique légitime (au sens de la première définition) favorisent ou contrarient l'activation des capacités à politiser (au sens de la seconde définition).

Deux mots de conclusion, dans le cadre de ces essais de définition, sur ce qu'on peut entendre par « *rapport ordinaire au politique* ». En privilégiant à la fois une définition « légitimiste » (mais aussi la plus courante) du politique et une acception quotidienne de l'ordinaire, on risque d'accroître les obstacles à l'observation empirique de ces « rapports ». Chercher à saisir le rapport des citoyens à la politique « officielle » dans la vie de tous les jours n'est pas chose aisée, notamment parce qu'elle tend à exclure les situations peu ordinaires, « critiques », dans lesquelles les individus se mobilisent, et par lesquelles le rapport doxique et souvent résigné au monde social est comme suspendu voire bouleversé. C'est sans doute dans de telles « conjonctures fluides » que ce que l'on est tenté de prendre, de manière un peu essentialiste, comme une posture générale d'indifférence, apparaît au contraire, par une sorte de « retour à l'expéditeur », comme une critique citoyenne de l'ignorance d'un jeu politique conventionnel qui lui-même ignore les individus au quotidien. Cette indifférence supposée se révèle plutôt être une indifférence à l'indifférence dans laquelle le jeu politique les maintient structurellement. En même temps, se focaliser sur les situations routinières permet, en creux, de mieux comprendre ce dont est précisément faite la marche « normale », « *le cours ordinaire* » de nos sociétés.

Il est maintenant temps de présenter le contenu et l'articulation générale du volume. Les deux parties très inégales de l'ouvrage se distinguent pour une part, et de manière tout à fait fortuite, selon la partition entre le quotidien et l'extraordinaire. Les enquêtes réunies dans la première partie s'intéressent en effet aux « cadres élémentaires » des rapports ordinaires au politique, ou du moins aux principaux d'entre eux ; elles portent successivement sur ce que les milieux sociaux, les espaces et les territoires, les sociabilités professionnelles, les relations de la vie quotidienne, les contacts avec les représentants politiques, les médias, les discussions, font aux rapports des citoyens au politique, à la politique, voire au seul comportement électoral. La seconde partie restitue pour sa part longuement, sous une forme décalée par rapport aux canons de la publication scientifique, une « expérience de recherche » ayant consisté à analyser collectivement un entretien panélisé, produit lors d'une enquête dont l'objectif était de comprendre le poids de l'encastrement biographique des préférences politiques à l'épreuve d'une conjoncture d'intense mobilisation politique, les élections présidentielles de 2007. L'entretien panélisé (ici cinq vagues d'entretiens étalées

sur 18 mois) permet à la fois d'élaborer des hypothèses fortement étayées sur le rapport ordinaire (institué et/ou quotidien) au politique de l'enquêté(e), et de mesurer les effets, sur ce rapport spécifique, d'un moment extraordinaire, la campagne électorale la plus décisive et la plus médiatisée.

Le long chapitre de la seconde partie insiste particulièrement sur les enjeux de méthode liés à la collecte et à l'analyse des données empiriques, lesquels constituent à dire vrai un fil rouge de l'ensemble de l'ouvrage. Il existe bien des méthodes qualitatives et quantitatives pour essayer de saisir les rapports ordinaires, institués et/ou quotidiens, au politique et à la politique : entretiens collectifs ou individuels, panélisés ou non, revisites de terrains, suivi de terrains ou immersions, archives de courriers ou dossiers de presse, questionnaires, objectivations statistiques et cartographiques. Le fait que la quasi-totalité des enquêtes présentées s'appuie sur des méthodes qualitatives ne doit rien au hasard, mais tout aux circonstances particulières à l'origine de l'ouvrage. Ce dernier propose un format dont on ne peut nier qu'il est tout à fait déroutant pour une publication de science sociale. La première partie est constituée de sept « séquences » de deux textes, introduites par une brève « présentation », et consacrées à différents cadres élémentaires ou *dimensions* des rapports ordinaires au politique. Ces textes sont, pour la quasi-totalité d'entre eux, des versions remaniées de communications présentées lors d'une manifestation tenue sous le même nom en septembre 2011 au Congrès de l'Association Française de Science Politique à Strasbourg, laquelle prolongeait elle-même un atelier consacré à la seule analyse *qualitative* des rapports au politique à Amiens en novembre 2010. La seconde partie de l'ouvrage, qui ne comprend qu'un seul chapitre présentant de nombreux extraits de « matériaux bruts », exploite une partie d'une enquête collective engagée en 2006 au CURAPP, dont les ressorts avaient fait l'objet d'une première présentation à l'occasion de l'atelier de novembre 2010.

Autant dire que c'est un double collectif qui porte cet ouvrage. Le premier collectif rassemble les chercheurs qui ont participé à l'une ou l'autre des deux manifestations. L'atelier d'Amiens s'était donné pour objectif explicite de dresser collectivement un état des lieux provisoirement hexagonal des connaissances sur les rapports ordinaires au politique ; il a eu un effet d'entraînement pour une partie de la science politique française dont le présent ouvrage est l'un des résultats – le collectif SPEL (« Sociologie politique des élections ») en est directement issu. Parmi les contributions absentes de cet ouvrage, mais décisives lors des échanges ayant eu lieu à Amiens, figurent plusieurs travaux, dont ceux de Daniel Gaxie, qui prolongent et discutent la perspective de Pierre Bourdieu sur les modes de production des opinions politiques, ceux de Loïc Blondiaux sur la compétence politique et la délibération, le projet PAECE (« Pour une approche écologique des comportements électoraux ») s'inscrivant dans la continuité des travaux de Céline Braconnier et de Jean-Yves Dormagen, les recherches ethnographiques de Julian Mischi, Jean-Noël Retière et Marie Cartier sur les socialisations militantes en milieu populaire, les enquêtes de Florence Haegel et Sophie Duchesne sur la compétence citoyenne, et celles de Camille Hamidi sur les

catégorisations ethniques ordinaires – le cercle des politistes français intéressé par la question des rapports ordinaires au politique est évidemment beaucoup plus large encore.

Mais le moteur de l'ouvrage réside dans un collectif bien plus restreint, qui s'est formé au milieu des années 2000 au sein du CURAPP sous le nom tout à fait informel de CEVIPOPE (« Collectif d'études sur la vie politique, le populaire et les élections »). Autour des directeurs du présent ouvrage, il comptait d'autres chercheurs du laboratoire (Christelle Marchand-Lagier, Antoine Vauchez, Laurent Willemetz), des collègues non chercheurs (Diane Delacourt, Franck Krawczyk) et des doctorants (Julien Beaugé), et se consacrait principalement à une enquête sur l'encastrement biographique des comportements électoraux, à travers l'étude longitudinale d'un panel de citoyens dans la perspective des élections présidentielles de 2007, dont une première exploitation très partielle est donc proposée dans la seconde partie du présent ouvrage (projet CEVIPOPE, financement régional). L'histoire de ce collectif a partie liée, d'abord, avec les recherches menées au CURAPP par le seul véritable spécialiste des comportements électoraux au sein du collectif, Patrick Lehingue, et ce, depuis *Enjeux municipaux* (1984, avec Daniel Gaxie). Il a été fortement motivé, ensuite, par la recherche doctorale de Christelle Marchand-Lagier sur des militantes et sympathisantes FN dans le Vaucluse, soutenue en 2005. C'est en effet après avoir confronté nos interprétations respectives (et parfois contradictoires) de deux entretiens réalisés par Christelle Marchand-Lagier auprès d'une seule et même enquêtée, que nous avons élaboré le projet d'enquête CEVIPOPE, et y avons consacré une partie de notre temps de recherche. L'histoire du collectif repose en effet aussi, et enfin, sur l'envie de François Buton, Nicolas Mariot et Sabine Rozier, alors tous trois au CURAPP mais non spécialistes des comportements politiques et électoraux, de travailler ensemble, et autour de Patrick Lehingue, sur les rapports au politique et au vote – c'est également pour cette raison que plusieurs membres de notre collectif contribueront également, à partir de 2006, aux projets PAECE, CONCORDE (« Conceptions ordinaires de l'Europe ») et SPEL. Nous espérons que, trois décennies après *Enjeux municipaux*, presque 20 ans après *La Politique ailleurs*, et une dizaine d'années après *Mobilisations électorales* et *L'Ordinaire et le Politique*, ce nouveau volume témoignera de l'esprit de continuité de la collection CURAPP.

Références bibliographiques

- Arnaud, L., Guionnet, C., dir. (2005) *Les Frontières du politique. Enquête sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, PUR.
- Boltanski, L. (1990) *L'amour et la justice comme compétences. Trois essais de sociologie de l'action*, Paris, Métailié.
- Braconnier, C. (2010) *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives*, LEJEP, Lextenso-Éditions.
- Braconnier, C., Mayer, N., dir. (2015) *Les Inaudibles. Sociologie politique des précaires*, Paris, Presses de Sciences Po.

- Buton, F., Loez, A., Mariot, N., Olivera, P. (2008) « 1914-1918 : Retrouver la controverse », *La Vie des idées*, 10 décembre 2008, <http://www.laviedesidees.fr/1914-1918-retrouver-la-controverse.html>.
- Carrel, M., Neveu, C., dir. (2014) *Citoyennetés ordinaires. Pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes*, Paris, Karthala.
- Christin, O. (2014) *Vox populi. Une histoire du vote avant le suffrage universel*, Paris, Seuil.
- CURAPP (1998) *La politique ailleurs*, Paris, PUF.
- Darras, É. (2013) « La (science) politique ailleurs : retour vers le futur », *Mélanges en l'honneur du professeur Jacques Chevallier*, Paris, LGDJ, p. 143-166.
- Favre, P. (2007) « La question de l'objet de la science politique a-t-elle un sens ? », *Recherches/Territoires du politique*, p. 17-33.
- Fromentin, T., Wojcik, S., dir. (2008) *Le profane en politique : compétences et engagements du citoyen*, Paris, L'Harmattan.
- Garrigou, A. (2002) *Histoire sociale du suffrage universel en France*, Paris, Seuil (1^{re} éd. 1992).
- Gautier, C., Laugier, S. (2006) *L'Ordinaire et le Politique*, Paris, CURAPP-ESS/PUF.
- Gaxie, D. (1978) *Le cens caché : inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil.
- Hamidi, C. (2010) *La société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*, Paris, Economica.
- Lacroix, B. (1985) « Ordre politique et ordre social. Objectivisme, objectivation et analyse politique », in M. Grawitz et J. Leca, *Traité de science politique*, Paris, PUF, vol. 1, p. 483-493.
- Lagroye, J. (2003) « Le processus de politisation », in J. Lagroye, dir., *La Politisation*, Paris, Belin.
- Leca, J. (1973) « Le repérage du politique », *Projet*, n° 71, p. 11-24.
- Le Gall, L., Offerlé, M., Ploux, F., dir. (2012) *La politique sans en avoir l'air : aspects de la politique informelle, XIX^e-XXI^e siècles*, Rennes, PUR.
- Lehingue, P. (2001) « L'éclipse de la loyauté dans la trilogie conceptuelle d'A. O. Hirschman », in J. Laroche, *La Loyauté dans les relations internationales*, Paris, L'Harmattan, p. 59-80.
- Mariot, N. (2010) « Pourquoi il n'existe pas d'ethnographie de la citoyenneté », *Politix*, n° 92, p. 165-194.
- Mauss, M. (1969) « La prière », cité dans « La définition provisoire comme instrument de rupture » in Bourdieu, P., Chamboredon, J.-C., Passeron, J.-C., dir., *Le métier de sociologue : préalables épistémologiques*, Éditions de l'EHESS, 2006, p. 130-133 (1^{re} éd. 1968).
- Offerlé, M. (2002) *Un homme, une voix ? Histoire du suffrage universel*, Paris, Gallimard (1^{re} éd. 1993).
- Rozier, S. (2008) « La participation des citoyens à des projets d'intérêt public. Enquête sur le programme culturel d'une fondation », in S. Wojcik, T. Fromentin, *Le profane en politique : compétences et engagements du citoyen*, Paris, L'Harmattan, p. 263-288.
- Scott, J. C. (2009) *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam (1990).